

Le populisme est-il incompatible avec la démocratie?

Christian Nadeau et Ricardo Peñafiel

Numéro 777, mars-avril 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/73708ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nadeau, C. & Peñafiel, R. (2015). Le populisme est-il incompatible avec la démocratie? *Relations*, (777), 38-39.



Le populisme est-il incompatible avec la démocratie?

Le populisme est incompatible avec le pluralisme démocratique.

CHRISTIAN NADEAU

L'auteur est professeur au Département de philosophie de l'Université de Montréal

Il est de bon ton aujourd'hui de défendre le populisme sous prétexte de vouloir contrer l'élitisme au sein de nos sociétés. La démocratie, toutefois, n'en est pas mieux servie pour autant. En quoi le populisme représente-t-il un obstacle à la démocratie? Pour répondre à cette question, il convient de s'attarder à trois éléments qui semblent essentiels à la définition du populisme.

TROIS ÉLÉMENTS DE DÉFINITION

Un premier élément se trouve de toute évidence dans la notion de peuple, mais d'un peuple qui fait bloc et auquel tous doivent s'identifier en s'oubliant eux-mêmes. Qu'il s'agisse d'ailleurs de groupe et pas seulement de peuple, la logique de l'unité absolue sera la même. Pour le populisme, puisque l'union fait la force, alors il est normal de forcer l'union.

Ce qui nous conduit au deuxième élément, soit le refus du désaccord. Plus le peuple est fort, moins il tolère la différence en son sein. Il n'y a dès lors plus de place pour la dissidence ou l'opposition, sinon contre une entité jugée extérieure au groupe. Et dans ce cas particulier, l'unité se présente comme un impératif absolu. La cohésion sociale devant l'adversaire s'impose de manière artificielle par l'alternative entre «ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes contre nous». Et si vous êtes contre nous, alors vous êtes avec «eux», les «autres»,

dont la différence est jugée en soi comme une marque d'hostilité à notre égard.

Enfin, le refus du désaccord écarte l'éventualité même de médiations au sein du peuple. Par médiations, il faut entendre, par exemple, le dialogue social, les négociations ou encore les interactions de solidarité. De manière paradoxale, le refus des médiations est tout à fait conforme à la volonté de faire bloc à tout prix. Nul besoin de traits d'union entre les individus lorsque ceux-ci se fondent en une seule totalité homogène.

En résumé, le populisme implique l'idée d'une telle unité du peuple ou du groupe qu'il effacerait l'individualité de ses membres. Cela n'empêche pas certains partis politiques de se définir de manière populiste, précisément parce qu'ils prétendent agir en adéquation parfaite avec le peuple considéré dans son ensemble. Qu'il soit l'expression du peuple, d'un groupe ou d'un parti, le populisme est incompatible avec le pluralisme démocratique, car il s'oppose à ses conditions de possibilité.

CONTRE LA DÉMOCRATIE

L'unité du peuple voulue par le populisme peut certes permettre la contestation d'une autorité ou de tout adversaire, dans la mesure où ils sont jugés extérieurs au peuple ou au groupe, ou n'agissant pas dans son intérêt. Le populisme représenterait alors un facteur important des luttes populaires, de gauche comme de droite. Or, cette unité peut aussi bien servir de vecteur ou de courroie de

transmission des diktats du pouvoir, et ce, sans même l'aide de celui-ci. C'est la raison pour laquelle l'unité du peuple revendiquée par les populistes ne possède aucune légitimité en elle-même.

Le populisme pervertit la démocratie, car il singe son principe égalitariste pour en fausser le sens. Il peut très bien décrire un phénomène où le peuple lui-même est vu en bloc, sans différences fondamentales entre ses composantes, parce que toutes sont également assujetties au pouvoir d'un chef. L'égalité au sein du peuple ne conduit pas à une défense du principe moral de l'égalité. Elle n'est qu'un outil nécessaire à la soumission du groupe dans son ensemble. Ce comportement de soumission s'explique précisément par l'absence – imaginaire ou non – de médiation, d'une part au sein du peuple et, d'autre part, entre le peuple et son chef. La totalité du peuple se soumet au pouvoir sans différenciation et ainsi personne n'a même le droit d'y voir une contrainte, puisque chaque volonté s'identifie à celle du chef.

Par ailleurs, sous prétexte de s'attaquer à un certain élitisme, on fera valoir les manifestations de l'opinion publique, où l'unanimité fait force de loi et tient lieu de volonté générale. Dans un tel état de fait, le conformisme nécessaire au concert des voix rend le consentement caduc. Tout accepter va de soi, car il n'est plus question ni de demander notre avis, ni de l'exprimer, un point de vue divergent ou critique étant vu au mieux comme une aberration, au pire comme une trahison. ●



Le populisme est souvent associé au risque de dérives autoritaires, voire à l'irrationalité des masses. Et s'il était un moyen de renouer avec l'action politique collective? Nos auteurs invités en débattent.

Populisme et démocratie représentative sont deux facettes d'un même phénomène.

RICARDO PEÑAFIEL

Le populisme a mauvaise presse. Contrairement aux autres «ismes», comme le socialisme, le communisme, le libéralisme, l'anarchisme, pratiquement personne ne se revendique du populisme. C'est que, contrairement à ce que laisse entendre le suffixe «isme» (désignant des courants de pensée philosophiques ou politiques), le populisme n'est pas une doctrine. Il est davantage une invective politique lancée contre un adversaire idéologique. Par contre, plusieurs chercheurs en science politique ont prétendu en faire un concept. Un concept qui s'appliquerait toutefois à tellement de cas disparates que l'on est vite arrivé à la conclusion qu'il souffrait du «complexe de Cendrillon»: on se dit qu'il doit bien exister quelque part un pied à qui sied la pantoufle de verre nommée *populisme*, mais, pour l'instant, on s'efforce d'y introduire toutes sortes de pieds qui n'y entrent tout simplement pas.

UN MIROIR DE LA DÉMOCRATIE

Quel lien peut-il bien y avoir, par exemple, entre Hugo Chávez, Lula da Silva, Le Pen, Sarkozy, Berlusconi, Poutine et Ahmedinejad, pour ne prendre que quelques cas généralement affublés de l'étiquette de populistes? Le point commun entre ces leaders –de droite comme de gauche, laïques comme religieux, conservateurs autant qu'hypermodernes, voire *people*– serait de chercher à plaire au «peuple»

en ne respectant pas l'esprit d'un certain pluralisme libéral.

Ce libéralisme triomphant se présente alors, dans l'implicite de l'accusation, comme le critère absolu de la démocratie. Or, comme le souligne Alexandre Dorna, le populisme se nourrit des échecs et des incapacités du libéralisme contemporain: «Le populisme n'est pas la cause, mais la conséquence du déséquilibre social. Encore mieux: la présence du populisme est une manière de s'en sortir lorsque tout est bloqué. Enfin, la vitalité du charisme se nourrit des effets pervers de la gestion technocratique des crises¹.» Ce qui rejoint la réflexion de Francisco Panizza, dans *Populism and the Mirror of Democracy*, (Verso, 2005), pour qui le «populisme n'est ni la plus haute forme de démocratie, pas plus que son ennemi, mais un miroir dans lequel la démocratie peut se contempler, avec tous ses défauts, et découvrir ce qu'il en est et qu'est-ce qui lui manque».

En rejetant en dehors du «bien» politique l'ensemble des phénomènes dits «populistes» qui le questionnent (anti-élitisme, substantialisme, charisme, passions, etc.), le «pluralisme» libéral se rend aveugle non seulement à sa propre part de responsabilité dans l'émergence de ces phénomènes, mais aussi aux possibles «solutions» ou, du moins, diagnostics pouvant émerger de certains populismes.

LA VALEUR DÉMOCRATIQUE DES PASSIONS

En effet, comme le montre la philosophe belge Chantal Mouffe, le populisme de

droite européen serait la résultante d'un «consensus post-politique» entre les partis politiques «traditionnels», faisant en sorte qu'on ne cherche plus à donner un sens à l'être-ensemble mais qu'on se contente de «gérer» le social, sans passion².

Or, pour qu'il existe des identités politiques, pour que les gens s'engagent pour défendre des idées et se mobilisent, bref, pour qu'il y ait politique et participation démocratique, il est nécessaire d'avoir une certaine «passion», une certaine représentation commune d'un sujet collectif. Bien que celui-ci se présente sous les traits d'un peuple «ethnique», dans le discours de l'extrême droite européenne, il n'en va pas de même partout. En Amérique latine, l'opposition entre le peuple et les élites (ou «l'oligarchie vendue à l'impérialisme et au capital étranger») a permis de repolitiser un espace public bloqué par des conceptions minimalistes, élitistes et procédurales de la démocratie. Cela a redonné un sens à la souveraineté nationale et populaire sacrifiée sur l'autel de l'idéologie néolibérale de la mondialisation.

Si la question du respect du droit à l'opposition reste un sujet inquiétant au sein de plusieurs pays (comme le Venezuela et l'Équateur), cela est moins le propre du populisme que de l'autoritarisme, qui peut exister tout autant dans des régimes populistes que (néo)libéraux. ●

1. «Quand la démocratie s'assoit sur des volcans: L'émergence des populismes charismatiques», *Amnis, Revue de civilisation contemporaine de l'Université de Bretagne occidentale, EUROPES/AMÉRIQUES*, 2005.

2. Voir C. Mouffe, «La "fin du politique" et le défi du populisme de droite», *Revue du MAUSS*, vol. 2, n° 20, 2002, pp. 178-194.

L'auteur est professeur associé au Département de science politique de l'UQAM